

## L'antigermanisme et la campagne française pour l'élection du Parlement européen

### Anti-German Feeling and the Election Campaign in France for the European Parliament

Henri Ménudier

Volume 11, Number 1, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701019ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701019ar>

[See table of contents](#)

#### Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

#### ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this article

Ménudier, H. (1980). L'antigermanisme et la campagne française pour l'élection du Parlement européen. *Études internationales*, 11(1), 97–131. <https://doi.org/10.7202/701019ar>

#### Article abstract

Anti-German sentiment in France has deep roots that extend back to the middle of the 19<sup>th</sup> century. A permanent theme of French foreign policy, it manifested itself with force during the campaign for the European elections of June 10, 1979. This explosion can be explained in terms of the fear of a part of the political forces to see themselves dragged too far into a process of European integration that would contribute to submitting France to the economic forces of a Germany very dependent on the United States. The Communists were the main standard bearers of this campaign in which the Gaullists and other politicians participated. An examination of the themes of their public statements shows that references to the Third Reich, to trials of former Nazis and to the role that present leaders of the FRG played under Hitler predominated. Criticism of German domestic politics was primarily concerned with the threat to freedoms in the FRG and with the rise of politicians such as Franz Josef Strauss. Comparisons of the economic, commercial and industrial statistics of the Federal Republic of Germany and France fed concerns that prompted once again speculation with respect to German reunification and the association of nuclear weapons with the FRG. In attacking social-democracy the FCP attempted to further undercut Franco-German relations and to accentuate its split with the French Socialist Party. The anti-German campaign did not, in fact, have a great impact on public opinion or government policy. Nevertheless, both the range and persistence of these themes show that xenophobia in general and anti-German sentiment in particular are not on the point of disappearing in France.

## L'ANTIGERMANISME ET LA CAMPAGNE FRANÇAISE POUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Henri MÉNUDIER \*

### *ABSTRACT – Anti-German Feeling and the Election Campaign in France for the European Parliament*

*Anti-German sentiment in France has deep roots that extend back to the middle of the 19th century. A permanent theme of French foreign policy, it manifested itself with force during the campaign for the European elections of June 10, 1979. This explosion can be explained in terms of the fear of a part of the political forces to see themselves dragged too far into a process of European integration that would contribute to submitting France to the economic forces of a Germany very dependent on the United States. The Communists were the main standard bearers of this campaign in which the Gaullists and other politicians participated. An examination of the themes of their public statements shows that references to the Third Reich, to trials of former Nazis and to the role that present leaders of the FRG played under Hitler predominated. Criticism of German domestic politics was primarily concerned with the threat to freedoms in the FRG and with the rise of politicians such as Franz Josef Strauss. Comparisons of the economic, commercial and industrial statistics of the Federal Republic of Germany and France fed concerns that prompted once again speculation with respect to German reunification and the association of nuclear weapons with the FRG. In attacking social-democracy the FCP attempted to further undercut Franco-German relations and to accentuate its split with the French Socialist Party. The anti-German campaign did not, in fact, have a great impact on public opinion or government policy. Nevertheless, both the range and persistence of these themes show that xenophobia in general and anti-German sentiment in particular are not on the point of disappearing in France.*

Enraciné dans l'histoire des idées et dans la vie politique française au moins depuis le troisième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, l'antigermanisme surprend encore par ses résurgences à intervalles plus ou moins réguliers. La guerre de 1870, les deux guerres mondiales, la guerre froide et la création de deux États allemands laissèrent de telles traces que même à une époque où l'entente et la coopération entre la France et l'Allemagne fédérale ne sont plus de vains mots, certains secteurs de l'opinion publique retrouvent d'anciennes appréhensions en voyant s'affirmer la puissance économique d'une République fédérale d'Allemagne qui joue un rôle de plus en plus actif dans les relations internationales. La dernière grande crise

---

\* *Maître de conférences, Institut d'études politiques, et chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.*

de confiance remontait au second semestre de l'année 1977 : les réactions d'une partie de la presse française aux affaires Kappler, Schleyer et Croissant révélèrent l'ampleur des doutes sur la solidité de la démocratie en RFA, malgré de nombreuses prises de position en sa faveur <sup>1</sup>.

La campagne de 1979 pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel vit réapparaître l'épouvantail allemand, si souvent utilisé déjà dans les querelles sur la C.E.C.A., la C.E.D. et la Communauté économique européenne. Les luttes entre la majorité gouvernementale et l'opposition, les divisions dans chacun des deux camps, avivées par le système électoral à la proportionnelle, redonnèrent vie aux anciennes suspensions. Le débat sur les pouvoirs du Parlement européen posait indirectement le délicat problème de l'indépendance et de la souveraineté des États-membres de la Communauté, pour la défense duquel chaque parti politique se sentait une vocation propre et ne voulait paraître en retrait par rapport à ses concurrents. L'élection incitait aussi à une comparaison sur le rôle des différents États-membres de la Communauté. Or aucun autre pays n'a autant servi de référence positive ou négative que la RFA, et c'est bien là une des spécificités de la campagne électorale française. L'antigermanisme se manifeste d'autant plus facilement en France qu'il se greffe sur un fond d'antiaméricanisme latent.

Bien des observateurs furent choqués de discerner une convergence dans les propos critiques, voire hostiles des gaullistes et des communistes à l'égard de l'Allemagne. L'attitude des seconds ne surprenait pas trop ; on connaissait certes les préventions du général de Gaulle contre l'Allemagne avant 1958, mais ne devint-il pas finalement sous la V<sup>e</sup> République un des grands artisans du rapprochement franco-allemand ? Joseph Rovin écrivait au début de l'année 1979 :

Certains qui se prétendent les héritiers du général de Gaulle vont allègrement emboîter le pas de l'extrême-gauche contre les héritiers d'Adenauer <sup>2</sup>.

Un autre universitaire, spécialiste de l'Allemagne, François G. Dreyfus, lui répondait en écho après les élections :

Dans la campagne européenne qui vient de se dérouler on ne peut que s'étonner du ton germanophobe utilisé par certains candidats. Qu'on ait pu tenter, pour de basses raisons électorales, quinze ans après le Traité de l'Élysée signé en janvier 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, de faire renaître en France le démon « antiboche » dépasse l'entendement <sup>3</sup>.

L'étude de quelques grands journaux parisiens et des principales déclarations des hommes politiques conduit à nuancer ces appréhensions. Les gaullistes, tentés au début de la campagne électorale par l'utilisation du thème antiallemand, se

1. Cf. H. MÉNUDIER, « De quelle Allemagne parlez-vous ? Une revue de la presse française et allemande », *Documents* - revue des questions allemandes, décembre 1977, pp. 14-42. En allemand : « Deutsch-französische Polemik um die Bundesrepublik », *Dokumente*, 1978, n° 1, pp. 13-24.
2. *Trente jours d'Europe*, février 1979.
3. *Le Figaro littéraire*, 30 juin 1979.

ravisèrent en constatant qu'ils perdaient toute crédibilité à l'exploiter. À quelques exceptions près, on ne trouve plus chez les gaullistes de prises de position hostiles à la RFA, après février 1979. Les contributions de l'extrême-gauche ne jouèrent qu'un rôle marginal. La *liste pour les États-Unis socialistes d'Europe*, présentée par la Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) envoie dos à dos les grands partis politiques français qui n'offrent aux travailleurs qu'un « faux choix » entre « Européens et partisans de l'indépendance nationale ». C'est sans aucun doute le parti communiste français et son organe *l'Humanité* qui entreprirent la campagne la plus systématique contre l'Allemagne, pour s'opposer à la fois aux partis gouvernementaux et au parti socialiste. Les titres de l'hebdomadaire *Le Point* ne seront plus que partiellement valables après février 1979 alors qu'ils correspondent assez bien à la réalité de novembre 1978 à février 1979 :

PC-RPR : sus à l'Allemand ! Hostilité à l'Allemagne et à l'Europe. Marchais et Chirac tiennent à peu près le même langage. Et ils ont sur la crise des analyses voisines <sup>4</sup>.

## I — XÉNOPHOBIE ET ANTIGERMANISME : LES TEMPS FORTS

Jacques Chirac, président du RPR, commença le premier une campagne électorale aux indiscutables relents xénophobes. Le 6 décembre 1978, dans son appel lancé de l'Hôpital de Cochin, il exhortait les Français à ne pas écouter « le parti de l'étranger ». Une semaine plus tard, le 13 décembre, le comité central du PCF emboîtait le pas en condamnant les hommes au pouvoir :

Leur seule volonté, c'est de prendre appui sur l'étranger pour s'opposer au peuple de France, dans la tradition des émigrés de Coblenz, de Thiers s'alliant à Bismarck contre la Commune, ou de la collaboration pétainiste avec Hitler <sup>5</sup>.

Jacques Chirac précisera ultérieurement que « le parti de l'étranger » correspondait au « parti du doute » qui adhérait à la politique européenne poursuivie depuis quelques années. Ceux qui s'opposèrent au général de Gaulle au nom de l'atlantisme et de la supranationalité appartiennent à ce parti ; Jean Lecanuet et sa formation politique étaient nommément cités <sup>6</sup>. Dans une interview au *Spiegel*, Jacques Chirac confiait :

Dans toute l'histoire française il y a eu une tendance politique qui doutait de la force de la France, qui cherchait des solutions aux problèmes dans les compromis et dans les alliances avec l'étranger.

Mais cette fois il se refusait de désigner un parti ou une personne, il évoquait plutôt un « courant » (*Strömung*) qui existerait dans tous les camps politiques de la nation <sup>7</sup>. Mais le thème est bien lancé et, dans *l'Humanité*, Laurent Salini

4. *Le Point*, 12 février 1979.

5. *L'Humanité*, 14 décembre 1978.

6. *Le Monde*, 6 mars 1979.

7. *Spiegel*, 21 mai 1979.

signe le 27 février 1979 un éditorial intitulé « Un parti de l'étranger ». Au lendemain du Congrès du parti populaire européen, à Bruxelles, auquel participe le centre démocratique et social (CDS), il stigmatise la « passion constante pour la démission nationale » de ce dernier. Il accuse même les ministres du gouvernement Barre, qui appartiennent au CDS, de prendre

leurs ordres ailleurs que chez les électeurs français. Leur ligne politique est fixée ailleurs qu'en France et par un parti étranger que dominent les démocraties chrétiennes ouest-allemandes et italiennes. [Et de conclure :] Il y a en France un parti de l'étranger.

À la fin de l'année 1978, le PCF avait déjà fait coller une affiche portant en grosses lettres :

NON À UNE EUROPE ALLEMANDE. NOUS, NOUS VOULONS L'EUROPE DES TRAVAILLEURS.

Le problème de la germanophobie se pose publiquement avec les déclarations du secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire, qui, le 4 février, dans une émission de radio, s'insurge contre les slogans repris par des membres du PCF et de la CGT en Lorraine et dans le Nord à l'occasion des manifestations provoquées par la crise de la sidérurgie : « Non à l'Allemagne banquier de l'Europe ! », « Dites non à l'Europe allemande »... Redoutant une poussée de nationalisme dans les entreprises, Edmond Maire voulut mettre un frein au « dévoyement » de l'action syndicale.

Il nous fallait réagir vite et fort contre l'exploitation d'un vieux fond antiallemand toujours présent, surtout en Lorraine <sup>8</sup>.

L'idée que la crise française de la sidérurgie est due à la reconstitution des cartels allemands et à l'action de la Communauté européenne alimente la convergence entre les analyses gaullistes et communistes. René Andrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité*, reproche à Edmond Maire de « substituer l'invective à l'argumentation ». Pierre Charpy, directeur de *La lettre de la nation* (bulletin quotidien du RPR), écrit :

Est-ce être germanophobe que de penser que dans la crise de la sidérurgie, les grands Konzerns allemands ont quand même une certaine responsabilité ?

Le 7 février, à Denain, au cœur du département du Nord, touché par la crise, Michel Debré lance :

La sidérurgie allemande recartellisée veut affaiblir notre sidérurgie et atteint la France en appauvrissant le Nord et la Lorraine.

Les propos communistes ne diffèrent guère. René Andrieu souligne dans *l'Humanité* qu'il ne s'en prend jamais aux Allemands mais « aux Konzerns allemands ». En réunissant la presse au siège du PCF, le 16 février, Georges Marchais produit

8. *Le Nouvel Observateur*, 19 février 1979.

des chiffres qui, selon lui, illustrent la dépendance française à l'égard de l'Allemagne. Il en conclut que la sidérurgie française est malade du cartel ouest-allemand<sup>9</sup>.

Un tournant décisif intervient dans le débat sur xénophobie et germanophobie avec la déclaration très remarquée du président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, lors de sa conférence de presse du 15 février :

Je considère que l'appel à la xénophobie ou les tentatives faites pour ressusciter le vieil affrontement entre la France et l'Allemagne, qui a ensanglanté notre terre et endeuillé nos familles, sont des actions coupables. Ce sont des fautes contre l'histoire et contre la France.

Personne n'était nommément cité, mais chacun comprit clairement que le chef de l'État condamnait les « campagnes » et les « attitudes » de Jacques Chirac, Michel Debré et Georges Marchais. En dénonçant la campagne « insupportable qui tendrait à laisser s'accréditer l'idée que les intérêts de la France seraient incomplètement défendus », en déclarant que sa démarche européenne se situe dans le droit fil de l'action de ses prédécesseurs, en notant que l'héritage gaulliste ne peut s'assumer que « dans le cadre des institutions », Valéry Giscard d'Estaing essayait de redonner sa véritable signification au débat européen quatre mois avant les élections<sup>10</sup>. Comme touchés au vif, ceux qu'il visait allusivement répondirent aussitôt.

Les gaullistes n'apprécièrent ni le ton ni le contenu des propos présidentiels mais, après de multiples protestations, les déclarations ambiguës sur l'Allemagne disparurent presque totalement de leur répertoire. Yves Guéna, encore conseiller politique du Rassemblement pour la République (RPR), affirma lors d'une réunion à Salon de Provence :

Personne n'a jamais imaginé que le RPR fait partie des forces de haine et de xénophobie. Nous ne sommes en rien xénophobes et encore moins germanophobes : ce sont d'ailleurs de Gaulle et Adenauer qui ont réconcilié Français et Allemands<sup>11</sup>.

Le RPR publiera en Alsace une affiche à l'effigie du général de Gaulle et de Konrad Adenauer avec le texte suivant :

La voie est tracée – Continuons avec Jacques Chirac et André Bord – Pour une Europe sérieuse et fraternelle.

Le soir même de la conférence de presse du président de la République, Michel Debré fit sa propre mise au point à Marseille :

Je crains que ceux qui nous accusent de germanophobie et de xénophobie ne soient le plus souvent des francophobes. Non, ce n'est pas faire preuve d'anti-

9. *Valeurs actuelles*, 26 février 1979.

10. *Le Monde*, 17 février 1979.

11. *Le Monde*, 17 février 1979.

germanisme, de xénophobie que de dire que la politique de la sidérurgie française ne doit pas se faire sous la pression des sidérurgistes allemands. Avant bien d'autres nous avons voulu qu'il y ait un rapprochement profond entre la France et l'Allemagne. Mais ce rapprochement ne vaut que si une France forte équilibre une Allemagne qui a retrouvé sa puissance <sup>12</sup>.

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-François Poncelet, commenta cette déclaration en relevant :

Les objectifs de la politique étrangère française ne sont nullement francophobes <sup>13</sup>.

Les réactions communistes ne manquèrent pas aussi de vivacité. *L'Humanité* du 16 février titrait en première page : « Giscard plaide pour l'Europe d'Helmut Schmidt. Et n'a pas un seul mot pour l'indépendance nationale. » Remarquant que le chef de l'État « emboîte le pas à Edmond Maire », Yves Moreau écrit dans l'éditorial :

La politique européenne giscardienne voue notre pays au déclin. C'est une politique anti-française. Est-ce être xénophobe que de la dénoncer ?

Il lui reproche sa « politique de capitulation devant le mark » et renoue avec le thème du « parti de l'étranger » :

Même si le monde n'est plus celui des années 1930 et si l'Allemagne est effectivement bien différente de cette époque, n'est-ce pas dans la tradition de Munich et de Vichy que s'inscrit la politique giscardienne de collaboration avec les Konzerns d'outre-Rhin, les plus puissants d'Europe occidentale ?

Les partisans du président de la République dans la majorité gouvernementale approuvèrent naturellement la teneur de ses propos. Au congrès de l'Union pour la démocratie française (UDF), Jean Lecanuet visait clairement le RPR en s'écriant :

Est-il possible qu'une voix dans la majorité se livre aux mêmes outrances polémiques que Georges Marchais dans la dénonciation de la Communauté économique européenne..., dans l'exaltation du nationalisme et de la xénophobie ? <sup>14</sup>

Au congrès des jeunes giscardiens, à Charenton, le porte-parole de ce mouvement, Hugues Dewavrin, s'en prit à ceux qui essaient de faire croire que « la construction de l'Europe mènerait la France à son déclin ». Il ajouta :

Sachez, Messieurs, que les sentiments xénophobes et ultra-nationalistes que vous proposez ne trouveront aucun écho chez les jeunes, même si vous agitez vos vieux épouvantails défraîchis <sup>15</sup>.

12. *Idem.*

13. *Le Monde*, 20 février 1979.

14. *Le Matin*, 19 février 1979.

15. *Le Matin*, 27 février 1979.

D'autres voix se firent entendre ultérieurement pour condamner ceux qui, chez les gaullistes et les communistes, estiment que la politique européenne de Valéry Giscard d'Estaing voue la France à la domination de l'Allemagne fédérale. Raymond Barre s'y employa à plusieurs reprises en soulignant que rien ne se ferait si la réconciliation franco-allemande était remise en cause. Si « une rupture, la méfiance et la haine intervenaient entre la France et la République fédérale d'Allemagne », les grandes puissances se livreraient de nouveau à « toutes les manœuvres et toutes les pressions », et « notre vieux continent s'écroulerait <sup>16</sup> ». Après Edmond Maire, Michel Rocard, membre influent du parti socialiste (PS), fut un de ceux qui, à gauche, critiquèrent le plus vivement les acteurs de la campagne antiallemande. Dans une interview à *l'Est Républicain*, il qualifia de « honteuse et ridicule » la dénonciation de l'Europe de Schmidt. Il précisa :

Il est honteux parce qu'il est contraire à la générosité de l'Internationale socialiste... Ce slogan est ridicule parce qu'il n'y a pas d'Europe de Schmidt. Il y a une Europe de libre-échange. Rien n'est plus faux, ni plus creux que de prétendre que l'Allemagne est responsable de la crise de la sidérurgie française <sup>17</sup>.

Dans un autre entretien accordé au *Nouvel Observateur* il se gaussa de « l'immense sottisier » des déclarations suscitées par la peur de l'Allemagne.

Au-delà du fait que le plus sûr moyen de redonner leurs chance à ses démons anciens serait de rejeter l'Allemagne de l'Europe, comment ne pas s'indigner de relever d'abord chez beaucoup de nos concitoyens un refus d'observer, de comprendre et de réfléchir <sup>18</sup>.

Il est intéressant de noter que des réserves mentales existent, même chez les hommes politiques les mieux disposés à l'égard de l'Allemagne ; on retrouvera une attitude semblable chez Simone Veil. Tous accordent un rôle préventif à la coopération franco-allemande. Que celle-ci échoue et, selon le Premier Ministre, le continent s'écroulerait, devenant la proie des grandes puissances. Pour Michel Rocard, l'Allemagne détournée de l'Europe retrouverait ses démons anciens.

Le spectre de la germanophobie a hanté toute la campagne électorale parce que le PCF se livra à un pilonnage systématique de la RFA qui n'avait plus rien de commun avec les hasards de l'information quotidienne. Il ne se passa pratiquement pas de jours sans que *l'Humanité* ne fasse le procès de « l'hégémonie de l'Allemagne de l'Ouest sous la haute tutelle des États-Unis », la variante de ce leitmotiv étant « la démission de la France à l'égard de l'Allemagne ». Le quotidien communiste ne traite qu'épisodiquement des autres pays de la Communauté européenne mais des pages entières portent sur la RFA. Le numéro du jeudi 24 mai est exemplaire. En première page, quatre titres sur six sont consacrés à la RFA : deux à l'élection à la présidence de la République de Karl Carstens (« Un ancien nazi chef de l'État » et « La chemise brune du Président »), un sur

16. *Le Monde*, 23 mai 1979.

17. *L'Est Républicain*, 11 mars 1979.

18. *Le Nouvel Observateur*, 2 juin 1979.



le discours de Georges Marchais en Alsace (« 22 ans de Marché commun : l'Allemagne gagnante »), un sur le prix de la Fondation von Stein à Raymond Barre et à Helmut Schmidt. La page trois reproduit le discours de Georges Marchais à Strasbourg et son intervention dans le cadre d'une émission télévisée ; la page quatre est presque totalement couverte par l'élection de Karl Carstens et par l'action de « propagande » qu'effectuerait en France l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral.

Georges Marchais rejeta avec force l'accusation de xénophobie. Il expliqua à plusieurs reprises que son action ne s'inspirait d'aucune germanophobie. Le lendemain de la conférence de presse du Président de la République, recevant des journalistes à un déjeuner, il rappelait que Valéry Giscard d'Estaing avait lui-même mis en garde le 11 mars 1978 contre « notre puissant partenaire qu'est l'Allemagne fédérale ». Non sans malice, il s'interrogeait :

Cet argument qui semblait bon au Président de la République à la veille des élections législatives, ne serait-il plus bon aujourd'hui ?<sup>19</sup>

Dans son rapport au XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCF, Georges Marchais évoque longuement l'attitude son parti à l'égard de la RFA :

À ce propos je veux dire que notre attitude ne se nourrit en aucune façon d'un ressentiment ou d'un procès d'intention à l'égard du peuple allemand. Nous sommes pour l'amitié et la solidarité de nos deux peuples.

Georges Marchais cite en exemple les actions communes du PCF et du DKP, sans relever que ce dernier parti ne représente que 0,5% des forces politiques en RFA et que les actions communes restent finalement assez limitées. *L'Humanité* ne leur accorde pas une grande place, contrairement à ce qui se passe pour les manifestations organisées en liaison avec le parti communiste italien. Poursuivant son discours, Georges Marchais se déclare attentif « aux faits, aux réalités ». C'est pour constater aussitôt que

l'Allemagne fédérale est actuellement dans une situation qui lui donne les moyens d'asseoir son hégémonie dans tous les domaines de l'Europe occidentale.

Quelques lignes plus loin, il en tire la conclusion :

nous récusons toute perspective de faire de l'Allemagne de l'Ouest le modèle ou le suzerain de la France<sup>20</sup>.

Amitié avec le peuple mais condamnation du gouvernement – cette idée force se retrouve dans le discours prononcé par Georges Marchais le 23 mai à Strasbourg – un morceau d'anthologie pour l'histoire des relations franco-allemandes. Tout un passage est consacré à l'amitié et à la solidarité avec le peuple allemand, mais il est précédé d'une partie intitulée « Dans tous les

19. *L'Humanité*, 17 février 1979.

20. *L'Humanité*, 10 mai 1979.

domaines : la suprématie de la RFA », et il est suivi d'une autre partie sur « les ambitions en Europe de la RFA ». Le discours s'achève par un triple « non » retentissant du PCF :

Non à la mise en tutelle de l'Alsace ! Non à la vassalisation de la France ! Non à son intégration dans une Europe dominée par la République fédérale allemande !

Dans la partie « Amitié et solidarité avec le peuple allemand », Georges Marchais veut montrer que le PCF n'entretient aucun ressentiment à l'égard du peuple allemand.

Nous sommes au contraire des partisans ardents de l'amitié et de la solidarité entre nos deux peuples. Et nous puisons dans la culture et dans l'histoire tout ce que le peuple allemand a produit de meilleur : sa tradition humaniste, son apport enrichissant à la culture universelle, et spécialement à la culture française.

Et de citer Goethe, la pièce de Wederkind, *Lulu*, récemment mise en scène pour la télévision française par le réalisateur communiste Marcel Bluwal, les philosophes, Einstein, les musiciens, les peintres, le cinéma... Georges Marchais ne s'attarde même pas sur « les affrontements et les guerres », il préfère évoquer les « rapprochements significatifs » et les « actions de solidarité » : actions de Karl Marx et de Bebel en faveur de l'Alsace annexée, opposition du PCF à l'occupation de la Ruhr en 1923, actions communes des communistes français et allemands contre Hitler, manifestations plus récentes de solidarité entre communistes français et allemands à propos de la sécurité européenne (1969), des interdits professionnels (1977), de la défense de la sidérurgie (1978), de la lutte contre le fascisme (1979), ces dernières actions s'étant déroulées à Strasbourg.

Ayant apporté la preuve de ses bonnes dispositions, Georges Marchais conclut :

Chacun peut donc en juger : nous, communistes, bien loin de chercher à exploiter un quelconque ressentiment antiallemand, nous réaffirmons avec force notre attachement aux liens nombreux qui unissent nos deux peuples.

Sans doute ne s'agit-il que des liens entre communistes (dans le texte : démocrates) français et allemands. La phrase suivante apporte une autre distinction fondamentale :

De la même façon nous veillons à ne laisser s'établir aucune confusion entre le peuple allemand à qui nous témoignons notre amitié, et le pouvoir de la République fédérale d'Allemagne <sup>21</sup>.

N'est-il venu jamais à l'idée de Georges Marchais qu'à critiquer la RFA ou à la laisser mettre en cause de façon aussi régulière et massive dans les publications communistes, il contribue à entretenir l'inquiétude, voire la méfiance ? « Le peuple allemand » auquel il manifeste son amitié a pourtant librement et massivement choisi « le pouvoir » que lui, Georges Marchais, condamne allègrement du même souffle.

21. *L'Humanité*, 24 mai 1979.

De l'appel de Jacques Chirac lancé de l'Hôpital de Cochin, le 6 décembre 1978, au discours de Georges Marchais, à Strasbourg le 23 mai 1979, en passant par la condamnation de Valéry Giscard d'Estaing, le 15 février, la germanophobie a connu des fortunes diverses en France pendant près de six mois. Une étude plus précise par thèmes en révélera les infinies potentialités. On notera cependant que même les critiques les plus ardents de la RFA récuse l'accusation de germanophobie.

## II – LES RÉFÉRENCES AU PASSÉ : DES « LEÇONS » POUR LA RFA

Parmi les thèmes de la critique contre l'Allemagne, la référence au passé, et plus particulièrement au III<sup>e</sup> Reich, continue de jouer un rôle déterminant. En prenant en considération les événements les plus importants d'avril à juin 1979 – Maïdanek, prix Europe à Raymond Barre et Helmut Schmidt, élection de Karl Carstens à la présidence de la République, candidature d'Edgar Jahn au Parlement européen –, on voit que la presse française ne fait pas preuve d'indulgence, mais c'est la presse communiste qui va le plus loin dans les conclusions à en tirer sur la nature et l'évolution du régime de la RFA. À la suite de diverses attaques du PCF contre Willy Brandt, le bureau exécutif du PS publia le 31 mai une déclaration :

Willy Brandt a tout fait pour ramener son pays vers la démocratie et, en matière de résistance aux nazis, n'a jamais de leçon à recevoir de personne, y compris de l'actuelle direction du PCF.

*L'Humanité* répliqua deux jours plus tard :

Quant à la RFA, il est évident qu'elle a des leçons à recevoir ! Il ne se passe pas de jours sans que nous soyons amenés à révéler comment des anciens nazis occupent des fonctions responsables dans la RFA ou sont candidats aux prochaines élections européennes. Il ne se passe de jours sans que nous soyons amenés à rendre compte de manifestations pro-hitlériennes, revanchardes, tolérées – sinon organisées – par les autorités de la RFA <sup>22</sup>.

L'acquittement de quatre des treize accusés du procès du camp de concentration de Maïdanek, le 19 avril 1979 à Düsseldorf, provoque stupéfaction et malaise en France. « Verdict inadmissible et scandaleux », écrit *L'Humanité* qui s'indigne aussi des rencontres d'anciens SS, des acquittements dans d'autres procès.

On croit rêver... Mais telle est la réalité, en Allemagne de l'Ouest, sous le règne du gouvernement du chancelier social-démocrate Helmut Schmidt <sup>23</sup>.

Le lendemain, Yves Moreau publie un article intitulé « L'holocauste ? Bagatelle » dans lequel il affirme que le procès de Düsseldorf est le fait

d'un régime qui, sous la direction du social-démocrate Helmut Schmidt, couvre systématiquement les crimes de guerre d'autrefois <sup>24</sup>.

22. *L'Humanité*, 2 juin 1979.

23. *L'Humanité*, 20 avril 1979.

24. *L'Humanité*, 21 avril 1979.

Cette prise de position est particulièrement piquante quand on connaît le rôle du Chancelier dans l'adoption de la législation contre la prescription des crimes nazis ! Le 20 avril, une délégation de la direction du PCF déposa auprès de l'ambassade de la RFA une protestation contre le verdict :

C'est un acte politique qui se fait sous le couvert du gouvernement Schmidt. Ainsi les autorités de RFA, qui briment des milliers de démocrates de RFA avec les interdits professionnels, font preuve d'une très grande indulgence – pour ne pas dire plus – à l'égard des nazis<sup>25</sup>.

Le 21 avril, une manifestation se déroula à Strasbourg (30 000 personnes, selon *l'Humanité*) pour empêcher la prescription des crimes de guerre en RFA, exiger la dissolution des associations d'anciens SS et mettre un terme aux agissements du néo-nazisme et de l'antisémitisme<sup>26</sup>.

Le 25 puis le 26 avril, la Bundeswehr avait l'honneur de là première page de *l'Humanité* à l'occasion des manœuvres Gentiane 24 qui se déroulaient avec la participation de troupes françaises et allemandes dans la vallée de la Tarentaise. Le général qui commandait les troupes allemandes s'était battu dans la région pendant la dernière guerre. Commentaire de *l'Humanité* :

Voir trente ans après, les mêmes officiers de la Bundeswehr fouler les alpages d'un des hauts lieux de la Résistance a de quoi faire frémir.

Les manifestations du 34<sup>e</sup> anniversaire de la victoire du 8 mai 1945 donnèrent l'occasion au PCF de s'en prendre une nouvelle fois à la vassalisation de la France, sous la plume de Gaston Plissonnier :

Hier, avec la complicité de la grande bourgeoisie de notre pays qui avouait cyniquement : « Plutôt Hitler que le Front populaire », les trusts sans patrie contribuaient à l'avènement du nazisme et livraient la France à l'occupant. Aujourd'hui, dans des conditions historiques certes toutes différentes, la politique giscardienne prépare une Europe sous emprise des multinationales, dominée par la toute-puissance des grands monopoles allemands. Les droits des travailleurs sont en danger, les valeurs nationales, la souveraineté, l'indépendance de la France en péril<sup>27</sup>.

Trois affaires apportèrent, fin mai, des arguments supplémentaires aux dirigeants et à la presse communistes. Il y eut tout d'abord, le 22 mai, à Strasbourg, l'attribution à Raymond Barre et à Helmut Schmidt du prix Europe de la Fondation Freiherr von Stein, créé par un riche négociant de Hambourg, Alfred Töpfer. Ce prix, remis tous les cinq ans, était doté de 800 000 francs. Là aussi le passé allait jouer un rôle. Par l'intermédiaire de Robert Ernst, président des Alsaciens réfugiés en Allemagne en 1918, Alfred Töpfer entra en rapport avant 1939 avec le dirigeant autonomiste Friedrich Spiesser ; grâce à ses dons il permit

25. *L'Humanité*, 21 avril 1979.

26. *L'Humanité*, 23 avril 1979.

27. *L'Humanité*, 8 mai 1979.

à ce dernier d'acquérir le château féodal de la Huneburg, près de Saverne, qui devint un centre d'édition autonomiste et du « Volkstum » nazi. En désaccord avec cette orientation, Alfred Töpfer rompit avec Friedrich Spiesser en 1940. Après 1945, il consolida son empire commercial, créa de nombreux prix et provoqua certaines irritations en achetant diverses propriétés en Alsace. Lors de l'attribution du prix Europe 1979, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* s'en prirent assez vivement à Alfred Töpfer. André Bord, député RPR du Bas-Rhin, déclara :

M. Alfred Töpfer représente beaucoup de références européennes dépassées, dont on aurait souhaité ne plus entendre parler. Cet individu, ami d'Abetz, a été constamment le bailleur de fonds des autonomistes entre les deux guerres<sup>28</sup>.

Didier Motchane, membre du Comité directeur du PS, mit en cause le rapprochement entre MM. Schmidt et Barre qui annonce curieusement « le printemps de l'Europe socialiste ».

En marquant d'une façon aussi éclatante sa connivence avec le parrain de la liste UDF, c'est-à-dire avec le principal adversaire du parti socialiste, M. Schmidt donne à la solidarité de l'Internationale socialiste un sens original dont il faudra bien tirer les conséquences<sup>29</sup>.

Les titres de *l'Humanité* ne manquaient pas de verdeur. Le 22 mai : « 400 000 francs par tête – Barre et Schmidt primés par un nazi », « Le prix de la honte » (éditorial). Le 23 mai : « Barre : un grand honneur pour moi – le magnat nazi Töpfer lui a remis 40 millions de centimes », « À table avec un nazi ». Le 7 juin : « Révélation : l'homme qui a récompensé R. Barre pillait la France occupée ». On voit comment par la technique de l'amalgame le quotidien communiste établit un lien entre les nazis, Töpfer, l'occupation, R. Barre et Schmidt. *L'Humanité* s'est bien gardée de reproduire le commentaire assez remarqué en Alsace de la revue *Élan*<sup>30</sup> publiée par le Foyer des étudiants catholiques de Strasbourg, dont l'indépendance de jugement n'est pas discutable. *Élan* constate qu'Alfred Töpfer n'a pas appartenu au NSDAP, qu'après sa rupture avec Friedrich Spiesser il a été emprisonné comme antinazi. « Des prélats alsaciens dont le patriotisme est au-dessus de tout soupçon peuvent confirmer la chose. » *Élan* dénonce

le caractère équivoque et hypocrite de ces campagnes récentes surtout quand elles sont montées comme argument d'une campagne électorale.

L'élection de Karl Carstens (CDU) à la présidence de la République, le 23 mai 1979, est accueillie sans enthousiasme excessif par la presse française, la réserve et la gêne apparaissant ici et là. On regrette que le jour de son 30<sup>e</sup> anniversaire la RFA se donne comme président un ancien membre du NSDAP qui, par son silence, n'aide pas à savoir exactement ce qu'il a fait sous le III<sup>e</sup> Reich. La carrière remarquable de Karl Carstens après 1945 et ses qualités de démocrate authentique ne sont pas en cause, bien que l'affaire des ventes illégales d'armes

28. *Le Monde*, 24 mai 1979.

29. *Le Monde*, 24 mai 1979.

30. *Élan*, juin 1979.

à l'étranger par l'intermédiaire des services secrets soit malencontreuse. *L'Humanité* tire de cette élection des conséquences qui touchent à la fois la France, la RFA et l'Europe. Dans son éditorial du 24 mai (« La chemise brune du Président »), Yves Moreau écrit :

Ainsi va la « bonne Allemagne » sous la houlette de la social-démocratie. Telle est la « bonne Allemagne » à laquelle Madame Veil veut amarrer la France... L'Allemagne risque d'être dirigée par les anciens et par les néo-nazis Carstens et Strauss,

ce dernier étant qualifié d'« ultra-réactionnaire ». Le même jour, Pierre Durand souligna que l'élection de Karl Carstens est la preuve du « renforcement d'une réaction sortie tout droit du III<sup>e</sup> Reich et qui n'a rien perdu de ses ambitions européennes ». Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF, utilisa lors d'une émission de télévision une comparaison qui sera souvent reprise au sein du parti :

en RFA un ancien nazi peut devenir Président de la République alors qu'un communiste ne peut prétendre être instituteur ou cheminot <sup>31</sup>.

En attirant l'attention sur le passé et sur les écrits nazis de Hans Edgar Jahn, tête de liste de la CDU en Basse-Saxe pour les élections européennes, l'hebdomadaire *Stern* <sup>32</sup> fournit un nouveau thème qui sera abondamment exploité en France et surtout par *L'Humanité*. Né en 1914, membre de la Jeunesse hitlérienne dès 1930, puis adhérent du NSDAP, officier de marine pendant la guerre, Hans Edgar Jahn se distingua par ses écrits à la gloire de l'hitlérisme pour dénoncer la « conjuration du bolchevisme et du judaïsme ». *Der Steppensturm/La tempête des steppes* fait partie de cette littérature exécration <sup>33</sup>. *Le Monde* rapporta que Carlo Schmid, le mentor de la social-démocratie allemande, jugeait « odieuse » la candidature européenne de Hans Edgar Jahn <sup>34</sup>. *L'Humanité* tire prétexte des fonctions européennes de cet homme politique pour se demander si celui-ci n'est pas chargé, entre autres choses, de la répartition des millions de marks que le gouvernement du chancelier Helmut Schmidt déverse chaque année dans les pays du Marché commun et, en particulier, en France pour justifier les *Berufssverbote* <sup>35</sup>. Pierre Durand estime pour sa part que c'est la politique de Helmut Schmidt

qui a permis que ce nazi d'autrefois, cet amateur d'une Troisième Guerre mondiale, puisse siéger demain à Strasbourg sur les bancs d'un parti européen auquel appartiennent les « centristes » de M<sup>me</sup> Veil, de M. Lecanuet et consorts <sup>36</sup>.

Les affaires Töpfer, Carstens et Jahn viennent à point pour *L'Humanité* qui peut ainsi dénoncer « le poids inquiétant du nazisme en RFA » (titre du 8 juin) ou souligner que « le mouvement néo-nazi se développe » (titre du 16 juin).

31. *L'Humanité*, 26 mai 1979.

32. *Stern*, 23 mai 1979.

33. Dresde, Franz Muller Verlag, 1943, 388p.

34. *Le Monde*, 3 juin 1979.

35. *Le Monde*, 25 mai 1979.

36. *L'Humanité*, 13 juin 1979.

Le passé réapparaissait sous une autre forme avec la candidature européenne de M<sup>me</sup> Simone Veil comme tête de liste. En raison de son passé (elle fut internée dans un camp de concentration allemand), rappelé à l'occasion des débats sur *Holocauste*, certains y voyaient un moyen que se donnait le Président de la République de mettre un frein aux excès de la campagne antiallemande qui apparaissait à travers l'argumentation des communistes et de certains gaullistes. Prise à parti pour son action comme ministre de la Santé en faveur de l'interruption volontaire de grossesse, Simone Veil fustigea à Lille les « fascistes » et les « nazis » qui troublaient sa réunion. Elle expliqua alors que l'Europe est le chemin de la paix :

Écoutez la voix de tous ceux qui sont morts dans leurs tranchées, écoutez la voix des torturés, de tous ceux qui ont subi l'épouvante des champs ; cette voix du fond de nos mémoires nous avertit que si nous n'organisons pas l'Europe ensemble, les temps de l'horreur reviendront pour nous et pour nos enfants<sup>37</sup>.

De nouveaux troubles se produisirent à Paris le 7 juin. Elle lança à ses perturbateurs :

Vous ne me faites pas peur. Pas peur du tout ! J'ai survécu à bien pire que vous. Vous êtes des SS aux petits pieds<sup>38</sup>.

### III – LES THÈMES DE LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Les évolutions de la politique intérieure de la RFA n'ont pratiquement pas servi d'argument dans la campagne électorale française (à l'exception du thème de la social-démocratie qui sera traité ultérieurement). Seul le PCF s'est servi des *Berufsverbote* (les « interdictions professionnelles ») ou a essayé de montrer que le pouvoir giscardien s'alignait dangereusement sur le modèle ouest-allemand. L'information reste cependant assez peu élaborée, elle contribue indirectement à instruire le procès du pays incriminé.

Dans une contribution préparatoire au 23<sup>e</sup> Congrès du PCF, l'avocat Joe Nordmann (défenseur de maître Klaus Croissant) s'en prend aux conditions d'admission à la fonction publique (il établit un parallèle entre le décret sur les extrémistes de 1972 et une ordonnance nazie de 1933), à la restriction des droits de la défense, à l'extension des droits de la police<sup>39</sup>. Plusieurs orateurs du PCF évoquent « la généralisation des interdits professionnels et de la chasse aux sorcières ». Georges Frischman, membre du Comité central et candidat aux élections européennes, déclare dans une réunion que 800 000 fonctionnaires ont été fichés en RFA, 5 000 d'entre eux mis à l'écart<sup>40</sup>. Dans un article de *L'Humanité*, François Lescure donne d'autres chiffres ; selon lui, les 4 000 interdictions prononcées en 7 ans constituent « un bilan écrasant pour la social-

37. *Le Monde*, 30 mai 1979.

38. *Le Monde*, 9 juin 1979.

39. *L'Humanité*, 27 avril 1979.

40. *L'Humanité*, 19 mai 1979.

démocratie ». La liberté de penser, de parler et d'agir serait en cause, tandis qu'un climat de suspicion, de peur et de délation s'établit en RFA. « N'importe quel fonctionnaire peut être désormais révoqué s'il est soupçonné ou accusé d'être hostile à la Constitution »<sup>41</sup> ». *L'Humanité* se voit confirmée dans ses pressentiments sur l'alignement de la France quand le député du Jura, Gilbert Barbier, UDF, a l'idée saugrenue de demander à M<sup>me</sup> Saunier-Seïté, ministre des Universités, d'introduire « dans le droit positif français un système d'interdictions professionnelles » comme celui de la RFA « qui écarte les extrémistes de tous bords de certains emplois ». Il espérait ainsi lutter contre les troubles survenus à l'Université de Lyon. René Andrieu, rédacteur en chef de *L'Humanité*, publia un éditorial intitulé « La gaffe » qui s'achève par cette phrase :

Ces partisans de l'Europe supranationale, qui sont en même temps les admirateurs du modèle ouest-allemand, mettent en péril la liberté de la France et celle de ses citoyens<sup>42</sup>.

Le thème de « l'espace judiciaire européen », avancé pour la première fois par Valéry Giscard d'Estaing à Bruxelles, en décembre 1977, n'a pas bonne presse au PCF. Pour lui l'Europe des justices est synonyme d'Europe des polices, celle qui remet en cause les droits élémentaires sous prétexte de lutte contre le banditisme et le terrorisme international.

Depuis on a avancé en besogne. La police allemande paraît considérer la France comme un terrain légitime de manœuvre et se passe de tout contrôle<sup>43</sup>.

Le PCF défend volontiers les libertés menacées en Europe. S'adressant à Paris aux intellectuels français qui soutiennent la liste des candidats du parti communiste, Georges Marchais cite une déclaration de Volker Schloendorf, empruntée à la revue *Le Film français*, qui se plaignait de l'orientation d'un cinéma qui devient moins critique et moins politique. *Le Tambour*, tiré du livre de Günter Grass, venait d'obtenir, avec un autre film, la palme d'or du festival de Cannes. Georges Marchais invite les intellectuels à méditer ces propos :

Nous, communistes, nous sommes avec ceux qui combattent pour la liberté de création de tous les Schloendorf d'Europe. L'Europe que nous voulons, ce n'est pas celle de l'uniformité, de la dépersonnalisation, du déracinement, mais une Europe de la diversité et de la confrontation des cultures, ce qui suppose que chaque nation, chaque peuple préserve et développe librement son identité<sup>44</sup>.

C'est au nom de la défense des libertés que *L'Humanité* s'élève contre le projet des gouvernements français et allemand de procéder à des échanges de hauts fonctionnaires qui seront accueillis dans des fonctions d'étude et de responsabilité. Pour le PCF, ce serait contraire au statut de la fonction publique qui

41. *L'Humanité*, 8 juin 1979.

42. *L'Humanité*, 18 mai 1979.

43. *L'Humanité*, 7 juin 1979.

44. *L'Humanité*, 29 mai 1979.



prévoit que seuls des ressortissants de nationalité française peuvent être nommés à un emploi public. Pour Jean Le Lagadec, dans *l'Humanité* :

Demain, si les supranationaux dominaient l'Europe, ce sont tous les fonctionnaires qui risqueraient de voir ainsi leur liberté mise en cause.

La fédération CGT des PTT s'éleva contre « cette nouvelle étape dans l'abandon de la souveraineté nationale <sup>45</sup> ». Le PCF voit aussi les maléfices du modèle ouest-allemand dans le projet de loi gouvernemental pour le développement des responsabilités des collectivités locales ; il se propose tout simplement « de répondre aux besoins des sociétés multinationales en matière d'aménagement du territoire <sup>46</sup> ».

Le PCF ne coopère en RFA qu'avec le minuscule DKP. Quand les dirigeants des deux partis se rencontrent, c'est naturellement pour dénoncer les méfaits des politiques nationale et européenne des gouvernements français et allemand. Dans un texte commun adopté en mars, ils reprochent à ces gouvernements de se faire « les champions de l'intégration supranationale européenne et atlantique » ... « avec la bénédiction de l'impérialisme américain <sup>47</sup> ». La rencontre « fraternelle » de deux délégations des trusts de la chimie débouche sur la condamnation de « la politique inhumaine pratiquée par les trusts chimiques multinationaux en accord avec les institutions du Marché commun <sup>48</sup> ». Les délégations de communistes du jumelage Augsburg-Bourges confrontent leurs analyses

sur le caractère néfaste de l'intégration européenne et atlantique supranationale voulue par Giscard d'Estaing et Schmidt <sup>49</sup>.

Un des dirigeants de la Gironde participe à une réunion à Munich avec Herbert Mies, président du DKP :

Il a condamné les interdictions professionnelles et l'offensive générale menée par l'Europe du grand capital contre le droit des travailleurs et les libertés <sup>50</sup>.

Franz Josef Strauss, président de la CSU, ministre-président de Bavière, candidat des chrétiens-démocrates à la chancellerie en 1980, paraît de beaucoup comme un des hommes politiques les plus inquiétants de la RFA, d'après les informations contenues dans *l'Humanité*. Celles-ci en disent déjà long sur la façon dont il sera traité lors de la campagne électorale de 1980. L'envoyé spécial du journal, Bernard Umbrecht, assiste, fin mai, à une réunion de Franz Josef Strauss à Nuremberg. Le titre de l'article est évocateur : « Hystérie fascinante à Nuremberg ». Le contenu n'en est pas moins édifiant :

La haine qui se dégage des propos de Strauss a des relents de croisade. Contre le communisme. Contre tout progrès (...) Les scènes d'hystérie, l'appel à la guerre

45. *L'Humanité*, 4 avril 1979.

46. *L'Humanité*, 27 avril 1979.

47. *Le Monde*, 9 mars 1979.

48. *L'Humanité*, 10 avril 1979.

49. *L'Humanité*, 13 avril 1979.

50. *L'Humanité*, 31 mai 1979.

contre le communisme, les menaces d'intervention guerrières, tout ce spectacle aux aspects fascistes semblent nous ramener quarante ans en arrière <sup>51</sup>.

Quand Franz Josef Strauss apparaît dans d'autres articles, c'est pour défendre une Allemagne revancharde, qui ne songe qu'à sa réunification et veut embri-gader l'Europe dans une guerre contre les pays socialistes. Les thèmes de la critique contre la RFA ne manqueront pas en 1980 !

#### IV – LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

Tout le débat sur l'Allemagne dans la campagne électorale française a été dominé par les questions économiques et plus particulièrement par le rôle attribué à l'économie allemande en Europe ; les communistes n'ont pas été seuls à l'alimenter comme pour les questions précédentes. Les questions sociales n'ont guère été évoquées, à l'exception de la longue querelle entre le PCF et la CGT, d'une part, et la Confédération syndicale allemande DGB, d'autre part, à propos d'une éventuelle participation de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (CES).

On retrouve en effet, sur le plan syndical français, les clivages déjà familiers au niveau politique. Tous les syndicats français, à l'exception de la CGT, se déclarent favorables à la Communauté européenne et à son élargissement, sans que cette position de principe exclût de nombreuses critiques. La CGT est la seule centrale à dresser un bilan négatif de l'ensemble de la coopération européenne depuis ses débuts. Dans l'Europe actuelle elle dénonce la domination des monopoles et la collaboration de classes incarnées par Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, ainsi que la volonté hégémonique des dirigeants de la RFA. Comme le PCF, elle établit une distinction entre le peuple allemand et le capitalisme au pouvoir. La CGT admet l'existence de la Communauté mais exige l'application des mesures positives qui, selon elle, auraient été délaissées jusqu'à maintenant. La CGT demande que toutes les organisations syndicales soient représentées au sein de la CES, mais là elle s'est heurtée à Heinz Oskar Vetter, président du DGB, président de la CES (1974-79) et second de la liste SPD aux élections européennes. La polémique qui s'engagea entre les centrales fut considérée comme un rebondissement supplémentaire de l'hostilité du PCF à l'égard de l'Allemagne. Selon *le Matin*, un homme était chargé de la campagne antieuropéenne à la CGT : Henri Krasucki <sup>52</sup>.

Dans une interview au *Monde*, Heinz Oskar Vetter déclarait à propos de la demande d'entrée de la CGT à la CES :

Les Allemands et les syndicats allemands sont trop puissants pour pouvoir demander la compréhension. Celui qui se comporte à notre égard d'une manière hostile, non en raison d'un processus historique mais parce que cela résulte d'une certaine donnée de la politique nationale intérieure, ne peut gagner notre amitié.

51. *L'Humanité*, 30 mai 1979.

52. *Le Matin*, 15 mars 1979.

Il accusait plus loin Georges Seguy de mener « la lutte pour la sidérurgie en Lorraine avec des moyens antiallemands <sup>53</sup> ». Dans une contribution au *Gewerschaftliche Monatshefte* <sup>54</sup>, partiellement traduite dans le *Pariser Kurier* <sup>55</sup>, Heinz Oskar Vetter constatait plus crûment que la politique de la CGT est « nettement déterminé par le PCF », qu'elle est « le bras syndical du PCF », qu'elle a inspiré pendant la crise de l'acier en Lorraine « une campagne antiallemande chauviniste et d'une démagogie sans pareil ». La CGT protesta contre ce « procès d'intention » et rappela « sa solidarité indéfectible avec les travailleurs allemands <sup>56</sup> ». *L'Humanité* accusa Heinz Oskar Vetter de vouloir décréter « qui sont en Europe les bons et les mauvais syndicats » ; du même coup, le président du DGB désigne le PCF comme « les seuls défenseurs des travailleurs, de l'indépendance nationale <sup>57</sup> ». La polémique se poursuit par *L'Humanité* et le *Monde* interposés <sup>58</sup>. Du 14 au 18 mai, le congrès de la CES à Munich, qui avait élu un nouveau président, décida qu'une commission allait définir les règles fixant les modalités d'adhésion à la CES devant laquelle une trentaine de demandes (dont celle de la CGT) étaient en suspens. Heinz Oskar Vetter repoussa une proposition de rencontre formulée par Georges Séguy le 29 mai <sup>59</sup>.

Le dossier économique se distingue tout d'abord par tout un ensemble de déclarations des hommes politiques français sur la puissance économique allemande, très souvent suscitées par les questions des journalistes, par ceux du *Monde*, en particulier, qui avaient publié une longue enquête sur « Vingt ans de réussite allemande <sup>60</sup> ». Naturellement les réponses diffèrent en fonction de la place tenue sur l'échiquier politique.

Raymond Barre et Simone Veil se veulent rassurants et ils rejettent l'idée de complexes français à l'égard de l'Allemagne, générateurs de méfiance. Pour le Premier Ministre : « Chacun des deux pays a ses atouts, ses faiblesses, ses vertus et ses défauts. » Il énumère les atouts français : population jeune et vaste territoire, zone économique très étendue, implantation en diverses régions du monde, position dynamique dans plusieurs industries de pointe (nucléaire, industrie spatiale). Il rappelle aussi que la France a un statut international de grande puissance (que n'a pas la RFA) : siège permanent au Conseil de sécurité, à l'ONU, activité diplomatique « variée, active et influente », force nucléaire <sup>61</sup>. Dans un entretien avec *le Figaro*, Raymond Barre reconnaît que l'Allemagne possède

53. *Le Monde*, 29 mai 1979.

54. *Gewerschaftliche*, 1979, n° 5.

55. *Pariser Kurier*, 1<sup>er</sup> mai 1979.

56. *Pariser Kurier*, 15 mai 1979.

57. *L'Humanité*, 29 mai 1979.

58. Les 30 mai et 4 juin 1979.

59. *Le Monde*, 9 juin 1979.

60. Une enquête du *Monde*, *Vingt ans de réussite allemande*, Éd. Economica, 1979, 128p.

61. *Le Monde*, 24 avril 1979.

l'économie la plus puissante de l'Europe grâce à l'efficacité de son industrie et au travail de ses habitants. Mais pourquoi la France ne serait-elle pas en mesure de rivaliser avec elle ?<sup>62</sup>

L'argumentation de Simone Veil sur la puissance économique allemande revient aussi à mettre en avant « les atouts » de la France ; à ceux de Raymond Barre, elle ajoute l'informatique, l'agriculture et le haut niveau d'expansion français, supérieur à celui de l'Allemagne depuis une dizaine d'années<sup>63</sup>. Jean François-Poncet se sert aussi des atouts économiques et technologiques de la France pour montrer que la France n'a pas à craindre sa voisine.

Le ton change complètement avec Jacques Chirac et Michel Debré. Le premier dénonce l'illusion du libéralisme qui se nourrit de la « fascination qu'exerce l'exemple de l'Allemagne ». Pour le président du RPR, la France et l'Allemagne ont affronté la crise à partir de situations très différentes. Il cite l'exemple de l'industrie : investissements et bons équipements du côté allemand, endettement, investissements différés, répugnance générale envers les impératifs de l'efficacité économique du côté français. Aussi serait-il vain de croire que la France rattrapera l'Allemagne en adoptant la politique économique qui convenait à celle-ci.

Je me demande comment nous pourrions jamais rattraper l'Allemagne, fut-ce dans le prochain millénaire, en investissant moins qu'elle<sup>64</sup>.

La thèse de Michel Debré n'est guère différente : il part de l'idée que les rapports entre les nations restent toujours des rapports de force ; or la dégradation qui caractérise les relations franco-allemandes tient aux insuffisances françaises dans différents domaines (monnaie, économie, natalité...) par rapport à l'Allemagne. Il s'est créé une situation de déséquilibre qui n'existait pas il y a une dizaine d'années mais qui compromettra à terme la coopération franco-allemande. Michel Debré apprécie l'effort et la politique allemande suivis jusqu'à maintenant et il exhorte les Français à l'effort<sup>65</sup>.

Dans un article du *Monde* intitulé « Le parti de la ligne Maginot », Pierre Drouin s'en prenait « aux réflexes bien connus » de ceux qui, en France, à l'image de Jacques Chirac, croient qu'« une entreprise où la France ne domine pas est facilement dirigée contre elle ». Il rappelait qu'à l'époque de l'élaboration des traités de Rome on laissait entendre que l'intégration européenne conduirait à faire des Français de nouveaux déportés du travail vers la Ruhr en raison du poids économique de l'Allemagne. Pierre Drouin trouve curieux que

ceux qui disent croire le plus en la France ne la jugent pas capable de résister aux pressions des Allemands ou des Américains.

62. *Le Figaro*, 8 mai 1979.

63. *Le Monde*, 2 juin 1979.

64. *Le Monde*, 1<sup>er</sup> mars 1979.

65. *Le Monde*, 30 mai 1979.

Il avance deux explications à ce comportement : la RFA joue le rôle qu'on voudrait imiter et on projette sur elle son agressivité, il y a aussi entre la France et l'Allemagne des différences de comportement technologique (la première sait inventer, la seconde sait mieux exploiter ses découvertes) <sup>66</sup>.

Collaborateur du *Monde*, Pierre Drouin se moque à juste titre des aspects outranciers des thèses de Jacques Chirac. Mais l'analyse du directeur du *Monde*, Jacques Fauvet, est très proche de celle de Michel Debré. Il ne veut pas que l'Europe soit inféodée aux États-Unis, qu'elle devienne un État unitaire ou qu'elle soit une « Europe allemande ». Il convient de citer un large extrait de son analyse des rapports économiques franco-allemands tant celle-ci est largement partagée en France.

Le problème allemand, c'est d'abord le problème français. Si la République fédérale est en tête de l'Europe, et si elle doit y être longtemps, c'est certes en raison des qualités propres à son peuple et à ses dirigeants ; c'est aussi en raison des erreurs de gestion et de prévision de l'économie française. Ni l'esprit d'entreprise du patronat ni l'esprit d'entreprise chez les salariés ne sont les mêmes d'un côté et de l'autre du Rhin. Le consensus social n'existe guère en France. L'adaptation aux marchés extérieurs, le développement des investissements et la rationalisation de l'industrie, la relative modération des syndicats ont permis à l'Allemagne de mieux surmonter la crise et de dégager un formidable excédent commercial. En France on a gravement sous-estimé la crise et même camouflé ses causes réelles, bien antérieures à la crise pétrolière de 1973. Mais c'est un travers des dirigeants français que de chercher à l'extérieur les causes de leurs difficultés intérieures. Quant au miracle agricole allemand, il s'est fait sans bruit, à notre détriment, bien avant les fameux montants compensatoires <sup>67</sup>.

Ce n'est pas la première fois que la comparaison franco-allemande conduit au *mea culpa* français !

La réponse de François Mitterrand sur le rôle dominant de la RFA dans la Communauté européenne est empreint de fatalisme : la Communauté a aidé à contenir l'Allemagne dans un système qui l'ancrait à l'Occident, tout en compensant ses aspirations à l'unité.

Mais que voulez-vous, avec ou sans Communauté européenne, au dedans ou au dehors d'elle, l'Allemagne existerait de toute façon et pèserait d'un très grand poids. C'est une constante de notre siècle <sup>68</sup>.

Dans le *Figaro*, François Mitterrand constate qu'en 1958 l'Allemagne et la France étaient économiquement à égalité.

En 21 ans de V<sup>e</sup> République, l'Allemagne est passée devant nous. Elle a pris aujourd'hui 50% d'avance. Cette dégradation constante en notre défaveur des termes de l'échange franco-allemand nous pose déjà des problèmes aigus.

66. *Le Monde*, 3 mars 1979.

67. *Le Monde*, Dossiers et Documents, *Les premières élections européennes*, n° 3, juin 1979.

68. *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin 1979.

François Mitterrand tire de cette analyse des arguments pour critiquer la politique économique et sociale de la V<sup>e</sup> République <sup>69</sup>.

Interrogé également par *le Monde* sur la place et le rôle de la RFA en Europe, Georges Marchais insiste sur le danger réel de domination de la Communauté par la RFA, « la grande bénéficiaire des vingt-deux années de Marché commun », car cette évolution obéit à une règle très simple :

toute la logique du processus d'intégration capitaliste favorise le renforcement de la domination du plus puissant au détriment de tous les autres.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que la RFA nourrit des ambitions en Europe <sup>70</sup>.

Dans son discours de Strasbourg, fin mai, Georges Marchais avait été plus prolixe en détails sur les bénéfices que la RFA tire de la C.E.E. et sur l'accroissement de l'écart entre la France et la RFA <sup>71</sup>. Le meilleur symbole reste pour le secrétaire général du PCF l'évolution divergente des monnaies : en 1957 un mark valait 92 centimes, en 1979 il atteint 2,31 francs. La suprématie de la RFA sur la France se retrouve dans tous les domaines :

- *commerce* : échanges équilibrés en 1958, déficit d'un tiers au détriment de la France en 1959 ;
- *agriculture* : dans certains domaines comme la viande, du fait des montants compensatoires l'excédent français s'est transformé en déficit ;
- *finances* : les réserves en or et en devises de la RFA sont quatre (4) fois plus élevées que celles de la France.

Pour Georges Marchais, ces déséquilibres ne s'expliquent pas par la fatalité mais par « un choix froidement calculé des gouvernements socialistes de la IV<sup>e</sup> et des différents gouvernements de la V<sup>e</sup> République ».

Dès le 20 février 1979, *l'Humanité* publia son « dossier de la domination de la RFA », signé de Jean-Pierre Gaudard. Le raisonnement qu'il adopte structure tout le discours communiste sur l'Allemagne :

1. la RFA est la puissance dominante en Europe de l'Ouest ;
2. la construction européenne a principalement servi les intérêts de l'impérialisme ouest-allemand ;
3. les liens privilégiés entre Bonn et Washington font qu'une Europe dominée par l'Allemagne ne saurait être indépendante.

69. *Le Figaro*, 21 mai 1979.

70. *Le Monde*, 31 mai 1979.

71. *L'Humanité*, 24 mai 1979.

Georges Marchais utilise fréquemment les idées de base de cet article qui contient quelques chiffres qui ne furent pas cités dans le discours de Strasbourg. L'écart entre le PNB français et allemand était de 18,75% en 1957, il passe à 36,2% en 1977 (France : 1 840 milliards, RFA : 2 520 milliards). La production et les effectifs industriels seraient supérieurs de 40% en RFA. Dans ses échanges avec l'Allemagne, la France serait déficitaire dans tous les secteurs, sauf celui de l'automobile. En 18 ans, le déficit commercial aurait triplé en poids relatif. À la domination économique s'ajoute une domination militaire et politique que nous traiterons plus loin.

Les communistes tirent prétexte de la détérioration des rapports économiques franco-allemands pour durcir leurs positions sur les problèmes régionaux (Nord, Lorraine, Alsace) et sur des problèmes sectoriels (charbon, acier). Georges Marchais dénonce le pouvoir à Paris de vouloir faire de la France « une région dans l'orbite allemande <sup>72</sup> » ; *L'Humanité* refuse que l'Alsace devienne un « hinterland de la RFA <sup>73</sup> » ou que le Nord soit « la banlieue de Bonn <sup>74</sup> ». Les fédérations de Lorraine du PCF adoptèrent une déclaration dans laquelle elles s'opposaient à ce que la Lorraine devienne « l'appendice » d'une région supranationale Sarre-Lorraine-Luxembourg qui ferait de Metz et Nancy « des sous-préfectures de Sarrebrück », la Lorraine ne deviendra pas « la vassale de la RFA <sup>75</sup> ». *L'Humanité* condamne sévèrement les socialistes lorrains lorsque ceux-ci, avec les socialistes de Luxembourg et de Sarre proposent de créer une région Sar-Lor-Lux : il s'agirait d'un alignement supplémentaire sur le parti de Schmidt <sup>76</sup>.

À propos du charbon, *L'Humanité* indique que la production de charbon a beaucoup plus baissé en France (60%) qu'en RFA (27,7%) depuis 1952 <sup>77</sup>. Pour l'acier, les communistes ne cessent de rappeler que l'écart va croissant au niveau de la production entre les deux pays ; l'excédent en faveur de la France dans le commerce de l'acier avec la RFA au début des années cinquante se serait transformé depuis en un énorme déficit au bénéfice de cette dernière. Conclusion du quotidien communiste : « la sidérurgie française est bien malade du cartel ouest-allemand. » Pour le PCF il ne fait pas de doute que le Plan Davignon organise le démantèlement de la sidérurgie française au profit du cartel allemand.

En affaiblissant les sidérurgies nationales des pays non-membres du cartel, il prépare leur isolement qui, espère-t-on, ne leur laissera le choix qu'entre l'intégration dans le réseau du cartel et la disparition <sup>78</sup>.

C'est le cartel Denelux, qui regroupe les sidérurgies de RFA, de Belgique et du Luxembourg et dans lequel les capitaux allemands représenteraient 45%, qui est visé.

72. *L'Humanité*, 17 février 1979.

73. *L'Humanité*, 15 mai 1979.

74. *L'Humanité*, 2 mai 1979.

75. *L'Humanité*, 16 mai 1979.

76. *L'Humanité*, 7 mai 1979.

77. *L'Humanité*, 15 mai 1979.

78. *L'Humanité*, 23 mars 1979.

Quand *l'Humanité* évoque d'autres questions économiques, c'est pour dénoncer la domination économique de la RFA ou l'alignement de la France sur cette dernière, avec pour conséquence la « vassalisation » française. Le système monétaire européen, par exemple, entraîne une grande dépendance vis-à-vis de la RFA, il renforce la fragilité du franc et accentue les difficultés de notre monnaie <sup>79</sup>. La France va déposer 20% de ses réserves en or et en devises (dollars) auprès du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM) ; les gaullistes s'émeuvent ; pour *l'Humanité*, Valéry Giscard d'Estaing poursuit l'effacement national au profit des États-Unis et de la RFA. La RFA, « banquier de l'Europe », va tenir les cordons de la bourse et dicter sa loi, constituant une véritable zone mark à l'appui de la domination du dollar. Autre conséquence : la coordination économique ne peut être que « l'alignement » sur Bonn.

C'est bien la RFA qui va par ce système diriger l'ensemble de l'économie européenne <sup>80</sup>.

L'abaissement à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail ? C'est de nouveau l'alignement sur Helmut Schmidt. Soit que les Français refusent les 35 heures (« Non aux 35 heures. M. Barre s'est déclaré en plein accord avec le socialiste Schmidt sur cette question » – titres de *l'Humanité* du 8 mai), soit qu'ils les acceptent (« Tous pour les 35 heures – De Boulin à Schmidt en passant par Mitterrand la réduction du temps de travail est un argument électoral » – titres du 16 mai). Le PCF tourne en dérision les prises de position autres que les siennes sur les 35 heures, en se servant fréquemment d'une déclaration de Helmut Schmidt qui aurait dit :

en tant que social-démocrate je suis pour ; en tant que chancelier, c'est-à-dire en tant que chef de gouvernement je suis contre.

L'économiste du parti, Philippe Herzog, craint qu'à travers les 35 heures les partisans de l'intégration ne poursuivent qu'« une stratégie générale d'alignement vers le bas », recherché également par l'élargissement de la CEE « à des pays où les salaires sont moitié des nôtres, eux-mêmes pourtant déjà à la traîne dans l'Europe des Neuf <sup>81</sup> ».

À travers les réunions et concertations bilatérales sur l'éducation, le PCF suspecte le pouvoir et le PS de vouloir introduire en France le modèle allemand d'éducation. En RFA la formation professionnelle serait du ressort exclusif du patronat ; il tient ainsi les jeunes sous son contrôle d'autant qu'il peut se servir du système des interdictions professionnelles. Pierre Zarka, secrétaire national du mouvement de la jeunesse communiste, brosse en ces termes la réalité de l'enseignement professionnel en RFA :

Ainsi une grande partie des jeunes Allemands sont des manœuvres gratuits quatre jours par semaine et reçoivent une fois par semaine un résumé d'enseignement

79. *L'Humanité*, 18 avril 1979.

80. *L'Humanité*, 2 juin 1979.

81. *L'Humanité*, 17 mai 1979.



général correspondant étroitement à ce qu'attend le grand capital de sa main-d'œuvre <sup>82</sup>.

Lors de la discussion à l'Assemblée Nationale, en juin 1979, du projet de pacte national pour l'emploi (dans le vocabulaire communiste : aménagement du chômage des jeunes), le PCF accuse le gouvernement de vouloir introduire en France « un pacte sur l'emploi modèle RFA <sup>83</sup> ». La Communauté européenne songe à une intégration totale ou partielle des entreprises de chemin de fer au niveau européen – le gouvernement français apporte sa contribution à ces réflexions (Rapport Guillaumat). Le projet devient aussitôt dans *l'Humanité* :

Plan Davignon pour le rail – les fermetures de lignes en France font partie d'un plan européen décidé à Bruxelles <sup>84</sup>.

Devant les cheminots de la région parisienne, Georges Marchais ajoutait :

On voudrait donc imposer aux cheminots une SNCF affaiblie et coulée dans le moule ouest-allemand <sup>85</sup>.

Dans cette RFA où, selon le même orateur, « les cheminots ne sont pas des citoyens à part entière, mais menacés de révocation dès qu'ils militent dans un syndicat », il existe un débat sur le statut européen de l'entreprise. Selon *l'Humanité*,

le PS rejoint la social-démocratie allemande pour vider les acquis sociaux en matière de libertés et de droits syndicaux arrachés par la classe ouvrière au pouvoir du grand capital depuis la Libération notamment <sup>86</sup>.

## V – LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA RFA

Si dans les interviews des dirigeants politiques *le Monde* n'avait pas posé quelques questions sur la politique étrangère, cet aspect des réalités allemandes aurait été complètement délaissé, à l'exception du PCF qui a trouvé dans ce domaine des preuves supplémentaires de la domination de la RFA en Europe et de l'inféodation de la France à l'Allemagne. Malgré leur caractère sommaire les réponses au *Monde* sont pleines d'intérêt, surtout en ce qui concerne la réunification allemande. Une fois encore Jacques Fauvet avait des idées bien précises qui se retrouvent dans les questions :

Le problème allemand, c'est aussi celui de la réunification. Le temps n'est plus où, comme on le disait de l'Alsace avant 1914, il était convenu d'y penser toujours et de n'en parler jamais. S'il est un mot qu'il ne faut pas prononcer en politique, c'est bien celui de « jamais ». Est-il interdit d'imaginer la superpuissance écono-

82. *L'Humanité*, 2 juin 1979.

83. Titre de *l'Humanité*, 21 juin 1979.

84. *L'Humanité*, 3 mai 1979.

85. *L'Humanité*, 8 juin 1979.

86. *L'Humanité*, 8 juin 1979.

mique et politique que constituerait au cœur de l'Europe une Allemagne réunifiée ou fédérée ? L'équilibre européen y résisterait-il ? <sup>87</sup>

Raymond Barre constate que l'Allemagne fédérale pratique une liberté d'allure plus grande sur le plan économique, monétaire et politique à l'égard des États-Unis. L'amélioration des rapports entre la RFA et l'URSS est un des résultats de la détente voulue par le gouvernement français. À propos de la réunification, la réponse du Premier Ministre est claire : elle n'est pas actuelle et ne peut le devenir dans un proche avenir. Raymond Barre s'abrite derrière une déclaration de Helmut Schmidt selon laquelle les circonstances politiques en Europe n'offrent aucune possibilité de surmonter la division de l'Allemagne en deux États. Il est normal que les Allemands continuent de réfléchir à leur question nationale mais l'URSS ne semble pas avoir changé sur la division de l'Allemagne et ne s'apprête pas à vouloir modifier l'état de choses actuelles en Europe <sup>88</sup>.

À ceux qui craignent l'hégémonie de l'Allemagne, Simone Veil répond : nous n'y résisterons pas mieux en nous repliant sur nous-mêmes. On sent chez Simone Veil l'idée que l'Europe aide à « contenir » la RFA et que sans cette intégration le comportement de la RFA pourrait devenir inquiétant. Elle explique qu'une Allemagne isolée accentuerait sa puissance sans avoir à tenir compte des contraintes de la réglementation européenne. Sur le plan diplomatique, cette Allemagne pourrait être tentée par la neutralité ou par la domination des pays européens. Simone Veil en tire la conclusion : il faut que la France et l'Allemagne marchent côte à côte pour éviter que « la République fédérale mène un jeu indépendant qui pourrait être infiniment plus dangereux pour nous <sup>89</sup> ». Dans un discours à Lyon elle précise les dangers qui émaneraient d'une Allemagne isolée : elle se tournerait vers l'Est et mènerait une politique commerciale beaucoup plus agressive vis-à-vis du Tiers-Monde.

Mais surtout, et c'est là le plus grave, sur le plan politique existerait le risque d'une Allemagne isolée, exposée à la tentation de neutralité et peut-être même au chantage de la réunification <sup>90</sup>.

Jean François-Poncet déclare aussi à plusieurs reprises que l'entente franco-allemande serait plus précaire si la construction de l'Europe ne constituait l'objectif commun des deux États.

Selon François Mitterrand, la réunification n'est « ni souhaitable, ni possible ». Il s'en explique dans *le Monde* :

Sans taire ce que l'unification peut représenter politiquement, historiquement et moralement pour les Allemands, si je m'en tiens aux données rigoureuses que sont l'équilibre européen, la sécurité de la France et le maintien de la paix, je ne la crois ni souhaitable, ni possible. La réunification n'en sera pas moins un

87. *Le Monde*, 3 mars 1979.

88. *Le Monde*, 27 avril 1979.

89. *Le Monde*, 2 juin 1979.

90. *Le Monde*, 2 juin 1979.

immense enjeu chaque fois que se produira un événement déstabilisateur – et comment ne s'en produirait-il pas ? – enjeu pour la Russie autant que pour les États-Unis d'Amérique, donc enjeu de paix et de guerre <sup>91</sup>.

Georges Marchais est le seul homme politique français à ne pas croire au changement d'attitude de la RFA vis-à-vis des États-Unis d'Amérique malgré l'apparition de certaines contradictions entre les deux pays. Il ne discerne pas d'« évolution en profondeur de la politique allemande ». L'essentiel reste

le resserrement des liens entre les pays capitalistes développés et l'affirmation de la suprématie américaine, y compris sur l'Allemagne fédérale.

Parler de réunification est donc pour Georges Marchais non seulement irréaliste mais dangereux, car les hommes politiques de la RFA souhaitent purement et simplement l'annexion de la RDA à la RFA. Il faut partir de la réalité : l'existence de deux États dissemblables. Le PCF se prononce pour le développement de leurs contacts et de leur coopération et pour une solution concertée de leurs problèmes ; il se montre également favorable à des mesures qui feraient décroître les tensions à propos de Berlin. Le PCF pense que cette forme d'action va dans le sens de la détente, de la paix et de la dissolution progressive des blocs <sup>92</sup>.

Parmi les groupes de pression, le *Comité d'action contre l'hégémonie germano-américaine en Europe* a été le seul à se manifester publiquement contre la politique de la RFA. Fondé en décembre 1976 par le général Georges Binoche, le général Pâris de la Bollardière, Claude Bourdet, Georges Casalis, Maurice Kriegel-Valrimont, Georges Montaron, Marcel Prenant, Jean-Paul Sartre et Jean-Pierre Vigier, ce comité s'en prend, dans un placard publicitaire, à l'Europe du chômage et du capital ainsi qu'à l'Europe de la guerre, de la supranationalité, de la répression et du conservatisme. La RFA est classée (comme la France) parmi les « pires régimes répressifs », elle fabrique des bombes atomiques.

Tous les pays sont en déficit croissant (30% en moyenne) vis-à-vis de la RFA. La monnaie européenne consacre la domination du mark. Dirigée par une social-démocratie qui a repris à son compte les rêves d'hégémonie de la bourgeoisie pangermaniste, la RFA dominera, en fait, la vie économique et politique de l'Europe... L'accès de la Gauche au pouvoir dans les États de l'Europe du Sud est désormais bloqué par les pressions économiques, financières et policières de la RFA, où la haute bourgeoisie domine l'Europe adossée à une classe ouvrière bien tenue en main par des organisations social-démocrates largement convaincues de l'excellence du système actuel <sup>93</sup>.

Au-delà des déclarations générales, le PCF a été le seul parti à s'exprimer avec plus de précisions sur certains aspects de la politique militaire et de la politique extérieure de la RFA. À la domination économique s'ajoute la domination militaire. Avec ses 500 000 hommes, la Bundeswehr forme l'armée conven-

91. *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin 1979.

92. *Le Monde*, 31 mai 1979.

93. *Le Monde*, 20-21 mai 1979.

tionnelle la plus moderne et la plus puissante d'Europe. Jean-Pierre Gaudard apporte des précisions dans *l'Humanité* :

Pour les dépenses militaires, la RFA se place en 4<sup>e</sup> position mondiale derrière l'URSS, les États-Unis et la Chine... En 1977, la RFA a dépensé pour l'armée 18% de plus que la France qui entretient pourtant une force nucléaire<sup>94</sup>.

L'« hégémonie militaire » de la RFA rend la puissance de la Bundeswehr plus dangereuse encore pour la politique d'intégration européenne. Le responsable des relations extérieures du PCF, Maxime Gremetz, se réfère aux experts qui

indiquent que la France face à l'Allemagne, pour l'armée conventionnelle, ne tiendrait pas 24 heures, 48 heures au plus tard<sup>95</sup>.

Pierre Durand ajoute le commentaire suivant :

Nous n'en sommes certes pas là, mais qui peut jurer de l'avenir quand l'impérialisme allemand sur le plan économique a acquis dans toutes les parties du monde une influence qui passe de loin celle de la France ?<sup>96</sup>

La publication d'un article de *l'International Herald Tribune*<sup>97</sup> relance les inquiétudes du PCF car il apparaît, en pleine campagne électorale, que la RFA fait traiter à La Hague les déchets de ses combustibles nucléaires et qu'elle récupère le plutonium qui en résulte, lequel intervient dans le processus de fabrication de la bombe atomique. D'où le titre suivant de *l'Humanité* : « M. Giscard d'Estaing va-t-il faciliter l'armement atomique de la RFA ? » Le quotidien se demande si les dirigeants français, dans la mesure où leurs liens avec la RFA sont très étroits, ne vont pas aller « jusqu'à satisfaire les ambitions atomiques de la RFA dont ils se font les fidèles seconds dans l'Europe des Neuf, sur tous les plans ». Dans son éditorial du même jour, René Andrieu exprime la certitude que « le gouvernement de Bonn n'a jamais abandonné l'espoir d'accéder à la bombe atomique<sup>98</sup> ». Lors de son voyage en Amérique latine, début avril, le chancelier Helmut Schmidt a accepté de fournir huit centrales nucléaires au Brésil et aurait essayé, mais en vain,

d'arracher au Brésil ce que l'entreprise Otrag a obtenu du Zaïre : la concession d'un vaste territoire sur lequel a été installé un polygone de tir de fusées<sup>99</sup>.

Dans la crise sur les approvisionnements et les prix du pétrole, *l'Humanité* voit en Helmut Schmidt « le parfait soutien de l'impérialisme américain<sup>100</sup> ». Commentant une déclaration du Chancelier selon lequel les problèmes d'approvisionnement pourraient être source de guerre dans les prochaines décennies, Georges Marchais estime, dans une émission de radio, ces propos révoltants.

94. *L'Humanité*, 28 mars 1979.

95. *L'Humanité*, 18 mai 1979.

96. *L'Humanité*, 6 juin 1979.

97. *International Herald Tribune*, 16 mai 1979.

98. *L'Humanité*, 17 mai 1978.

99. *L'Humanité*, 9 avril 1979.

100. *L'Humanité*, 2 juin 1979.

À quoi se prépare-t-on ? À partir en guerre contre les pays producteurs de pétrole ? Décidément, les Allemands sont incorrigibles <sup>101</sup>.

Le bureau politique du PCF publie la veille un communiqué avec la phrase suivante : « Pire encore, le chancelier Helmut Schmidt vient de brandir la menace d'une guerre. » Quelques jours plus tard, *l'Humanité* rappelle sa position par un gros titre : « L'Europe part en guerre. H. Schmidt a renouvelé sa menace d'agression contre les pays producteurs de pétrole <sup>102</sup>. »

Selon *l'Humanité*, Bonn profite de son rôle dominant pour imposer partout les conditions de l'impérialisme capitaliste. La RFA a été chargée par les puissances occidentales de coordonner le « Plan Marshall » pour la Turquie et sauver le régime social-démocrate de Bulent Ecevit : Bonn renforce ainsi ses moyens d'intervention dans le bassin méditerranéen <sup>103</sup>. Le quotidien communiste dénonce le rôle de la social-démocratie allemande, aidée du DGB, au Portugal. Dans une longue enquête il traite de la politique extérieure de Bonn : un impérialisme qui s'intéresse au Tiers-Monde par l'intermédiaire de firmes multinationales et des fondations proches des partis politiques. Il évoque « l'expansionisme mondial de la RFA au sens principalement néo-colonialiste du terme », car la social-démocratie cherche « à mettre de plus en plus la main sur les sources d'énergie et de matière première du Tiers-Monde <sup>104</sup> ».

Une seule réalité s'impose pour les communistes : c'est « L'Europe allemande ».

La dénoncer, s'y opposer comme le font les communistes, ce n'est pas faire preuve de xénophobie ou de germanophobie, bien au contraire. Aucun des peuples d'Europe n'a intérêt à ce que la partie occidentale de notre continent soit sous la domination d'une puissance complice des États-Unis <sup>105</sup>.

La résolution du XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCF dénonce le pouvoir giscardien qui, par son alliance préférentielle avec la RFA, a fait de la France « le marche-pied de l'hégémonie allemande en Europe <sup>106</sup> ».

## VI – LE PROCÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

À travers sa critique de l'Allemagne fédérale, le PCF marque à la fois ce qui le sépare des partis de la majorité gouvernementale (RPR, UDF, radicaux) tout en prenant ses distances à l'égard du PS. Le procès de l'Allemagne de Helmut Schmidt l'aide à régler ses comptes avec la social-démocratie à laquelle François Mitterrand a eu, dans la perspective des élections européennes, la fai-

101. *L'Humanité*, 6 juin 1979.

102. *L'Humanité*, 11 juin 1979.

103. *L'Humanité*, 24 avril 1979.

104. *L'Humanité*, 18 et 19 avril 1979.

105. *L'Humanité*, 20 février 1979.

106. *L'Humanité*, résolution adoptée par le XXIII<sup>e</sup> Congrès, Saint-Ouen, 9-13 mai 1979.

blesse de se rallier trop ouvertement. Les sociaux-démocrates étant au pouvoir dans plusieurs pays européens, l'échec de la Gauche en France aux élections législatives de 1978 et l'approche du scrutin européen ne pouvaient manquer de faire naître un débat entre socialistes et communistes, d'autant moins serein que la social-démocratie est considérée avec méfiance, non seulement par les communistes mais également par certains courants du PS. Surtout depuis que la Droite commence à se référer à la social-démocratie.

Dans un remarquable article du *Matin*, Pierre Rosanvallon souligne l'originalité de la social-démocratie :

Elle est avant tout la résultante d'une pratique politique, celle du mouvement ouvrier, empruntée à la démocratie représentative.

Cinq éléments la caractérisent :

1. c'est un mouvement qui est profondément enraciné dans la classe ouvrière ;
2. les rapports syndicats-partis sont institutionnalisés de façon organique ou par tout un réseau de mutuelles, coopératives et associations ;
3. ces partis accordent la prééminence à la stratégie parlementaire et ils essaient d'étendre la démocratie à l'ensemble des sphères de la vie sociale ;
4. ils pratiquent une politique sociale centrée sur le rôle redistributeur de l'État (politique fiscale, politique d'assistance, réformes de structures, réforme du pouvoir dans l'entreprise) ;
5. ils se méfient de l'idéologie dans laquelle ils ne veulent pas se laisser enfermer.

La social-démocratie est « le seul type d'expérience du mouvement ouvrier qui ait mené des transformations sociales dans la liberté ». « La vérité oblige à reconnaître qu'aujourd'hui il n'y a rien entre le stalinisme et la social-démocratie ».

Partant de ces considérations, Pierre Rosanvallon essaie d'expliquer les réactions passionnelles de la Gauche française à l'égard de la social-démocratie. Selon lui, le socialisme français éprouverait « une immense culpabilité sociologique et politique » vis-à-vis de la social-démocratie mieux enracinée dans le monde ouvrier et qui bénéficie d'une plus longue expérience du pouvoir.

Du même coup il n'a jamais cessé d'essayer de compenser ce qu'il ressentait confusément comme une infériorité en affirmant une supériorité théorique.

La faiblesse de l'enracinement ouvrier explique l'influence des intellectuels de la petite bourgeoisie et le goût pour l'idéologie et les paroles révolutionnaires. La Gauche française ne se sent pas assez forte pour passer des compromis avec la bourgeoisie, elle a peur d'affronter la réalité, elle craint de ne pouvoir faire mieux que la social-démocratie au pouvoir. Pour Pierre Rosanvallon : « C'est peut-être là que se trouve le nœud du problème <sup>107</sup>. »

107. *Le Matin*, 3 mai 1979.

Le rapprochement entre le PS et le SPD, assez net depuis 1976, les paroles aimables de François Mitterrand pour le chancelier Schmidt semblèrent suspectes à certains qui n'y voyaient que des manœuvres électorales. François Mitterrand dut rappeler tout ce qui rapproche socialistes et sociaux-démocrates :

Faut-il insister sur le fait que nous ayons les mêmes origines, les mêmes sources historiques ? Nous poursuivons le même combat. Et si chacun épouse les intérêts nationaux de son pays, il n'empêche que nous continuons de représenter l'immense majorité des forces du travail et de la classe ouvrière en Europe... Tous les partis de l'Internationale socialiste défendent les libertés et luttent contre les inégalités. Cela suffit à nous distinguer des conservateurs <sup>108</sup>.

Au *Figaro* qui lui demandait si l'Europe des travailleurs et l'alliance avec la social-démocratie allemande étaient compatibles, François Mitterrand ne niera pas que sur des points aussi importants que l'approbation sociale des grands moyens de production ou l'autogestion, des « divergences sérieuses » existent. S'élevant contre « la propagande officielle » qui « tend à confondre dans l'esprit des Français la social-démocratie, notamment allemande, avec la droite française », le premier secrétaire du PS ajouta une phrase qui lui sera vivement reprochée par le PCF : « Schmidt est naturellement un homme de gauche <sup>109</sup>. »

Avant les élections, le quotidien *le Matin* est allé enquêter dans six pays gérés par la social-démocratie, « la force politique européenne la plus importante ». L'ensemble était placé sous le titre : « La social-démocratie : impasse ou 3<sup>e</sup> voie. » L'article de Boris Kidél sur la RFA est pondéré. Il présente le SPD comme un parti réformiste de style scandinave qui cherche surtout à réduire les inégalités, renforcer les mesures de protection pour les défavorisés et démocratiser le contrôle des entreprises. La réalisation la plus importante des dernières années serait la libéralisation de la société. Le journaliste souligne cependant que « le pragmatisme du Chancelier suscite de plus en plus de doutes à l'intérieur du parti où la contestation s'étend ». Helmut Schmidt « est trop pris par l'action quotidienne pour scruter l'horizon et apporter des idées neuves <sup>110</sup> ». Un des textes de présentation de l'enquête indiquait même que le Chancelier se signale « par une inquiétante absence de motivations <sup>111</sup> ». À l'issue de sa série, *le Matin* publia les réflexions de deux responsables politiques représentatifs des grands courants de pensée qui traversent le PS, Michel Rocard et Didier Motchane. Pour le premier il convient d'apprécier les réussites et les mérites de la social-démocratie pour mieux pouvoir la dépasser. Pour le second, la social-démocratie n'est qu'une des formes de la domination capitaliste et doit être rejetée en bloc <sup>112</sup>.

Les anciennes méfiances n'avaient pas disparu au PS. Les résultats quelque peu décevants des socialistes le 10 juin furent interprétés par le CERES comme

108. *Le Monde*, 27-28 mai 1979.

109. *Le Figaro*, 8 juin 1979.

110. *Le Matin*, 31 mai 1979.

111. *Le Matin*, 30 mai 1979.

112. *Le Matin*, 7 juin 1979.

« l'incapacité de la social-démocratie à retrouver, à travers l'opération européenne, un second souffle ». Lors de la convention nationale du PS à Paris, la stagnation électorale fut attribuée au poids de l'Alliance avec les sociaux-démocrates. Le refus du PS d'assumer la présidence du groupe socialiste et social-démocrate au Parlement européen illustre la volonté du parti de se démarquer plus nettement du SPD de Willy Brandt <sup>113</sup>.

Si le PS s'interroge, le PCF, lui, condamne catégoriquement. *L'Humanité* a publié elle aussi sa « radioscopie » du SPD sous la plume de Pierre Durand. Le ton diffère complètement de celui du *Matin*. Avec le programme de Bad Godesberg en 1959, le SPD « est devenu officiellement un parti de collaboration des classes ». Comme parti de gouvernement depuis 1966, ses promesses électorales « n'ont que rarement été suivies d'effets dans le domaine social ». Tirant prétexte de la crise économique mondiale, le SPD a évité « les conflits de classe majeurs, au détriment, bien entendu, de la classe ouvrière ». Le SPD n'est pas un parti de droite mais il pratique en revanche « une politique de droite qui sert les capitalistes ». À tel point que le SPD est pour le grand patronat

un magnifique rempart contre les revendications ouvrières et un créateur d'illusions dont ils n'ont aucune raison de se priver <sup>114</sup>.

Le caractère pernicieux de la social-démocratie, selon les communistes, est illustré par cette phrase tirée de la contribution d'un membre du PCF dans le cadre de la tribune de discussion ouverte dans *l'Humanité* avant le XXIII<sup>e</sup> Congrès :

La tentative pour canaliser... le peuple français vers le « modèle ouest-allemand » passe par la dévitalisation dans les consciences de l'idée de gauche <sup>115</sup>.

Dans *l'Humanité* du 1<sup>er</sup> juin, le caricaturiste Wolinski publia un dessin qui représentait un social-démocrate s'en prenant à un capitaliste. Le premier : « Nous autres sociaux-démocrates, nous sommes les ennemis des bourgeois capitalistes », le second : « Bravo, mon vieux, continuez ! Nous autres bourgeois capitalistes, nous ne sommes pas les ennemis des sociaux-démocrates. » Au comité central du PCF, à Ivry, fin juin, Georges Marchais résuma en trois phrases le comportement des sociaux-démocrates en Europe :

Tant qu'ils sont éloignés du pouvoir, ils tentent de capter à leur profit la volonté populaire de changement. Ils ne lésinent pas sur les promesses pour y parvenir. Et puis, une fois au gouvernement, ils mettent en œuvre la même politique que la droite, parfois avec plus de brutalité et de cynisme que celle-ci ne peut se le permettre <sup>116</sup>.

À la lumière de ces analyses, il est évident que le PCF ne porte pas dans son cœur ceux qui, en RFA, symbolisent cette politique, ou ceux qui en France

113. *Le Monde*, 8 juillet 1979.

114. *L'Humanité*, 23 avril 1979.

115. *L'Humanité*, 15 mars 1979.

116. *L'Humanité*, 22 juin 1979.



coopèrent avec le pouvoir social-démocrate allemand. Georges Marchais ne pardonna pas à François Mitterrand d'avoir fait à la télévision, le 21 mai, un « éloge effréné » de Helmut Schmidt (« Helmut Schmidt représente la classe ouvrière allemande. C'est naturellement un homme de gauche »). À tel point qu'il revient sur cette émission dans l'appel qu'il lance le 4 juin aux travailleurs et aux travailleuses :

À la télévision vous avez vu François Mitterrand faire l'éloge du Chancelier Helmut Schmidt qui travaille la main dans la main avec Giscard <sup>117</sup>.

Quand le PCF évoque Willy Brandt ce n'est pas pour s'attarder sur son passé antifasciste ou sur son rôle d'architecte de l'*Ostpolitik*. Comme président du SPD, de l'Internationale socialiste et de la Commission Nord-Sud, il porte désormais « les couleurs de l'impérialisme allemand <sup>118</sup> ». La résolution du XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCF porte un jugement sévère sur les activités de l'Internationale socialiste « placée sous l'influence prépondérante du SPD ». L'Internationale aurait resserré les liens entre les partis sociaux-démocrates et socialistes en Europe, développé ses ingérences dans de nombreux pays, créant des partis qui lui seraient rattachés.

Ses objectifs sont les suivants : assurer un soutien suffisamment large à la mise en œuvre de la politique de gestion de la crise au bénéfice du capital, agir en faveur de l'intégration supranationale dans un bloc ouest-européen et atlantique, faire obstacle à la participation des communistes à des gouvernements qui mettraient en œuvre des politiques s'attaquant à la domination du capital et ouvrant à la crise des issues nouvelles conformes aux besoins du peuple, mettre en cause des acquis du mouvement révolutionnaire <sup>119</sup>.

Lorsque Willy Brandt participe fin mai, à Paris, à une manifestation des socialistes et des sociaux-démocrates de la Communauté (« même adversaire et une cible commune : les communistes »), *l'Humanité* n'est pas tendre.

Le voilà bien le beau message que le social-démocrate Brandt était venu porter au peuple de France : l'engrenage de la supranationalité, avec un Parlement national dessaisi de son pouvoir législatif et un Parlement européen tout-puissant votant sous le diktat allemand des lois applicables en France <sup>120</sup>.

L'Europe supranationale, l'Europe des firmes multinationales sera définitivement condamnée quand le PCF découvre que dans la Commission de Bruxelles 7 membres sur 13 sont sociaux-démocrates. Parmi eux, un conseiller de François Mitterrand : Claude Cheysson. Une Commission qui, selon Georges Marchais, « préside à la casse en Europe <sup>121</sup> ».

117. *L'Humanité*, 5 juin 1979.

118. *L'Humanité*, 8 mai 1978.

119. *L'Humanité*, résolution adoptée par le XXIII<sup>e</sup> Congrès, Saint-Ouen, 9-13 mai 1979.

120. *L'Humanité*, 26 mai 1979.

121. *L'Humanité*, 30 mai 1979.

## VII – UNE GERMANOPHOBIE AUX ABOIS ?

La germanophobie comme expression de l'hostilité à l'égard de la République fédérale d'Allemagne s'est exprimée en France au cours du premier semestre de l'année 1979 en réaction contre deux événements presque concomitants : la manifestation aiguë de la crise de la sidérurgie et l'approche des premières élections européennes au suffrage universel. Due pour une bonne part à l'imprévoyance et aux hésitations des pouvoirs publics, la crise de l'énergie a rappelé avec force une donnée élémentaire : la RFA est bien devenue la principale concurrente de la France dans ce secteur économique. Les élections européennes faisaient redouter que la France soit entraînée dans un processus d'abandon progressif de souveraineté que la RFA semblait vouloir accélérer pour mieux s'imposer ultérieurement au sein de l'Europe communautaire. Les deux événements présentaient l'avantage de désigner le même bouc émissaire, de plus situé en dehors des frontières nationales : l'Allemagne fédérale. En flattant le nationalisme français et en mettant en garde contre les dangers d'une coopération franco-allemande mal comprise et d'une intégration européenne qui nous échappe, certains gaullistes et les communistes espéraient que cette campagne porterait ses fruits en éveillant un vieux fond d'antigermanisme. Pour Jacques Chirac et ses amis, les liens étroits entre Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt permettaient de faire le procès de la politique de la fraction non gaulliste du pouvoir, pour les communistes, l'occasion était donnée de rejeter avec la même désapprobation la majorité gouvernementale et le parti socialiste de François Mitterrand.

Pour ne pas se mettre en contradiction avec la politique d'entente franco-allemande engagée dès les débuts de la V<sup>e</sup> République, les gaullistes ont dû rapidement renoncer à l'exploitation du thème antiallemand, la critique systématique du pouvoir à Bonn devenant ainsi une quasi-exclusivité communiste. Le fonctionnement du système d'information communiste est quelque chose d'impressionnant quand il s'agit de faire prévaloir une thèse. La campagne anti-allemande du PCF n'était pas fortuite, elle a été menée avec rigueur et détermination. Toutes les occasions ont été utilisées pour prouver la nocivité du pouvoir à Bonn et de ses alliés à Paris. Double langage, technique de l'amalgame, généralisations abusives, procès d'intention, déformation ou caractère sélectif de l'information voulaient démontrer que l'Allemagne ambitieuse impose sa domination, son hégémonie, son impérialisme, son expansionnisme, en un mot son diktat, à une Europe dans laquelle la France vassalisée s'est alignée, effacée, en raison de sa politique de démission nationale, pratiquée dès la fin de la IV<sup>e</sup> République par les socialistes et poursuivie allègrement par les dirigeants de la V<sup>e</sup> République. La continuité entre Munich, Vichy et Giscard d'Estaing étant plusieurs fois rappelée.

Les thèmes de la critique contre la RFA font apparaître une hiérarchie de l'argumentation plus ou moins susceptible de mobiliser les hommes politiques, la presse et l'opinion publique. Les problèmes liés au passé nazi suscitent facilement l'indignation mais une distinction est nettement faite en France entre

les agissements des anciens ou des néo-nazis et le comportement démocratique de la grande majorité de la population. Sous peine de provoquer de vives réactions, le pouvoir à Bonn doit rester prudent dans la façon dont il assume le passé. Les doutes si souvent émis autrefois sur la solidité et sur la démocratie des institutions allemandes ont disparu. La connaissance du jeu politique allemand demeure extrêmement sommaire et on est toujours frappé de constater que tout le débat politique se réduit à quelques noms. Seules les « interdictions professionnelles » se prêtent à des interprétations d'autant plus abusives qu'aucun journaliste n'a voulu se donner la peine de faire le point sur l'évolution et l'état de cette question. La lettre, mentionnée plus haut, du député UDF du Jura au ministre des Universités témoigne aussi de l'ignorance de certains hommes politiques.

Les deux véritables thèmes de l'inquiétude française à l'égard de l'Allemagne sont la réunification et la puissance économique. Le problème de l'unité allemande ne joue qu'un rôle marginal tant ses perspectives paraissent lointaines et irréalistes mais des incertitudes demeurent ; la campagne électorale européenne a incidemment révélé à quel point la classe politique française considère cette réunification comme inopportune et dangereuse, à la fois pour la France et pour l'Europe. Si les données du problème allemand se modifiaient, de grandes craintes surgiraient en France à propos de l'équilibre et de la sécurité en Europe. Ces tendances se retrouvent dans l'opinion publique, comme le rappelle le sondage d'opinion publié en mars par *l'Express*<sup>122</sup>. Interrogé sur les conséquences d'une réunification des deux Allemagnes, 31% des Français pensent qu'elle représenterait un progrès pour la paix en Europe, 36% une menace pour la France et les autres pays européens, 33% ne sait pas. Sans doute en liaison avec la réunification, les estimations à propos du risque nationaliste sont également assez élevées et démentent en un certain sens la bonne opinion que nous avons signalée plus haut sur la démocratie allemande ! À la question : « Pensez-vous qu'il y ait des risques qu'un nationalisme de type nazi redevienne puissant en Allemagne de l'Ouest ? », les Français répondent :

De grands risques	12%	}	49%
Certains risques	37		
Peu de risques	22	}	40%
Pas de risques	18		
Ne sait pas			11%

Amorcée dès la fin des années soixante, poursuivie avec un certain malaise au cours des années soixante-dix, la discussion sur les rapports économiques entre la France et la République fédérale d'Allemagne sera sans doute une des questions clés du dialogue franco-allemand au cours des années quatre-vingts.

122. *L'Express*, n° 1445, 17-23 mars 1979.

Les données disponibles révèlent effectivement des disparités dont les conséquences ne sont pas seulement d'ordre économique et les signes d'inquiétude se multiplient même hors de France. Valéry Giscard d'Estaing induit l'opinion publique en erreur en faisant croire de façon totalement irréaliste que la France peut rattraper dans un bref délai le retard économique qu'elle a pris sur la RFA ; Raymond Barre marginalise trop ce problème en jouant au jeu des atouts et des faiblesses respectifs des deux pays. Plusieurs représentants de la majorité ont pourtant indiqué à quel point la Communauté européenne servait, à leurs yeux, à contenir la puissance allemande – ce qui ne traduit pas une très grande confiance à l'égard de la RFA. Le parti communiste français a engagé le débat avec force mais en n'utilisant qu'une partie des informations ou en les soumettant à une interprétation abusive. Un examen complet, loyal et serein des potentiels économiques des deux pays, de l'évolution de leurs échanges, et de leurs rôles respectifs en Europe serait nécessaire, sans craindre que les résultats puissent être utilisés à des fins politiques.

Des accusations et des démentis aussi vigoureux à propos de la xénophobie et de la germanophobie prouvent bien qu'il y a eu un problème de l'antigermanisme en France au début de l'année 1979. Son contenu ne paraît pas très sérieux à l'analyse, et un des aspects les plus positifs de cette querelle a été la condamnation sans équivoque de la tentation germanophobe par une large partie de la classe politique, de la presse et de l'opinion publique. La déclaration de Valéry Giscard d'Estaing, le 15 février, s'est révélée extrêmement salutaire mais il convient de souligner que les membres de l'UDF, les socialistes, les radicaux et de nombreux gaullistes partageaient sa réprobation. Les réactions assez hostiles de la presse non communiste à l'argumentation germanophobe a montré que les journalistes savaient faire la part des choses. L'opinion publique plutôt mieux informée qu'autrefois sur les réalités allemandes, grâce aux différents *média* et aux nombreux contacts directs, n'a pas suivi les discours nationalistes. Dans le sondage déjà cité, 42% des Français déclaraient éprouver de la sympathie pour l'Allemagne de l'Ouest, 14% de l'antipathie, 39% se déclaraient indifférents, 5% n'avaient pas d'opinion ; rien ne permet d'affirmer que les résultats auraient été sensiblement différents plusieurs mois plus tard. L'impact de la campagne germanophobe a été limité par les différents contre-feux qui se sont mis en place et par le bon sens des Français. Mais des thèmes d'inquiétude persistent et la germanophobie n'a sans doute pas connu ses derniers soubresauts.